TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE
Société par actions simplifiée au capital de 828.000 euros
Siège social : 111, avenue de la Jarre – 13009 MARSEILLE
493 275 804 RCS MARSEILLE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 SEPTEMBRE 2021

L'an 2021,
Le 30 septembre,

VINCI CONSTRUCTION FRANCE (société par actions simplifiée au capital de 127.510.500 € ; siège social : 61, avenue Jules Quentin – 92000 NANTERRE ; 380.448.944 R.C.S. NANTERRE) représentée par **M. Mathieu JAHAN**, dûment habilité aux fins des présentes ;

Titulaire de la totalité des 690.000 actions composant le capital de TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE, ci-après désignée par la « Société » ;

Ci-après désignée par l' « Associé unique » ;

Après avoir rappelé que le commissaire aux comptes de la Société a été dûment informé des présentes ;

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DOCUMENTS SUIVANTS :

- Rapport du Président ;
- Traité de fusion et ses annexes en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de la société TRAVAUX DU MIDI VAR par la Société ;
- Traité de fusion et ses annexes en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de la société TRAVAUX DU MIDI PROVENCE par la Société ;
- Texte des décisions proposées ;
- Projet des statuts.

PREND LES DECISIONS SUIVANTES :

- Approbation du projet de fusion en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de TRAVAUX DU MIDI VAR par la Société ; approbation corrélative de l'apport-fusion en résultant ;
- Constatation de la réalisation définitive de la fusion-absorption de TRAVAUX DU MIDI VAR par la Société ;
- Approbation du projet de fusion en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE par la Société ; approbation corrélative de l'apport-fusion en résultant ;
- Constatation de la réalisation définitive de la fusion-absorption de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE par la Société ;
- Extension de l'objet social et modification de l'article 2 (« OBJET SOCIAL ») des statuts ;
- Changement de dénomination sociale et modification de l'article 3 (« DENOMINATION SOCIALE ») des statuts ;
- Délégation de pouvoirs en vue de la réalisation définitive des fusions susvisées et pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet de fusion en date du 30 juillet 2021 avec TRAVAUX DU MIDI VAR (société par actions simplifiée au capital de 129.600 € ; siège social : 300 rue Philémon Laugier – ZI Quartier Saint-Martin – 83400 HYERES ; 493.414.320 RCS TOULON) aux termes duquel celle-ci transmettrait, à titre de fusion, la totalité de son patrimoine à la Société :

- 1/ approuve dans toutes ses stipulations ledit projet de fusion et notamment le choix du régime juridique de l'opération, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021 du point de vue fiscal et comptable ;
- 2/ approuve expressément les apports effectués par TRAVAUX DU MIDI VAR à la Société au titre de la fusion ainsi que leur évaluation, le montant de l'actif net transmis s'élevant à (2.875.733,63) € ;
- 3/ et constate, conformément aux dispositions de :
 - l'article 746-1 du Plan Comptable Général, que TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE inscrira, dans ses comptes, la contrepartie des apports en Report à nouveau ;
 - l'article 746-2 du Plan Comptable Général, que la valeur brute et les éventuelles dépréciations des titres de TRAVAUX DU MIDI VAR seront ajoutées à la valeur brute et aux éventuelles dépréciations des titres de TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE dans les comptes de VINCI Construction France.

La totalité des titres de TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE et de TRAVAUX DU MIDI VAR, soit respectivement 690.000 actions et 43.200 actions, étant détenue par VINCI Construction France depuis une date antérieure à celle du dépôt du projet de fusion auprès des greffes des tribunaux de commerce de MARSEILLE et de TOULON, l'Associé unique constate :

- que conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 II du code de commerce, ladite fusion n'entraîne pas la création d'actions nouvelles en rémunération des apports effectués, ni d'augmentation du capital de la Société ;
- et en conséquence, qu'il ne sera pas procédé à l'échange d'actions de TRAVAUX DU MIDI VAR contre des actions de la Société.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, compte tenu de la décision qui précède, constate :

- que la condition suspensive prévue au traité de fusion en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de TRAVAUX DU MIDI VAR par la Société a été réalisée ce jour ;
- en conséquence, que la fusion par voie d'absorption de TRAVAUX DU MIDI VAR par la Société est définitivement réalisée ;
- et que TRAVAUX DU MIDI VAR se trouve, à cette date, dissoute sans liquidation du seul fait de la réalisation définitive de ladite fusion.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet de fusion en date du 30 juillet 2021 avec TRAVAUX DU MIDI PROVENCE (société par actions simplifiée au capital de 1.400.000 € ; siège social : 111, avenue de la Jarre – 13009 MARSEILLE ; 493.128.912 RCS MARSEILLE) aux termes duquel celle-ci transmettrait, à titre de fusion, la totalité de son patrimoine à la Société :

- 1/ approuve dans toutes ses stipulations ledit projet de fusion et notamment le choix du régime juridique de l'opération, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021 du point de vue fiscal et comptable ;
- 2/ approuve expressément les apports effectués par TRAVAUX DU MIDI PROVENCE à la Société au titre de la fusion ainsi que leur évaluation, le montant de l'actif net transmis s'élevant à (4.571.997,03) € ;
- 3/ et constate, conformément aux dispositions de :
 - l'article 746-1 du Plan Comptable Général, que TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE inscrira, dans ses comptes, la contrepartie des apports en Report à nouveau ;
 - l'article 746-2 du Plan Comptable Général, que la valeur brute et les éventuelles dépréciations des titres de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE seront ajoutées à la valeur brute et aux éventuelles dépréciations des titres de TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE dans les comptes de VINCI Construction France.

La totalité des titres de TRAVAUX DU MIDI MARSEILLE et de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE, soit respectivement 690.000 actions et 875.000 actions, étant détenue par VINCI Construction France depuis une date antérieure à celle du dépôt du projet de fusion auprès du greffe du tribunal de commerce de MARSEILLE, l'Associé unique constate :

- que conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 II du code de commerce, ladite fusion n'entraîne pas la création d'actions nouvelles en rémunération des apports effectués, ni d'augmentation du capital de la Société ;
- et en conséquence, qu'il ne sera pas procédé à l'échange d'actions de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE contre des actions de la Société.

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique, compte tenu de la décision qui précède, constate :

- que la condition suspensive prévue au traité de fusion en date du 30 juillet 2021 prévoyant l'absorption de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE par la Société a été réalisée ce jour ;
- en conséquence, que la fusion par voie d'absorption de TRAVAUX DU MIDI PROVENCE par la Société est définitivement réalisée ;
- et que TRAVAUX DU MIDI PROVENCE se trouve, à cette date, dissoute sans liquidation du seul fait de la réalisation définitive de ladite fusion.

CINQUIEME DECISION

L'Associé unique décide, à compter de ce jour, d'étendre l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 (« OBJET SOCIAL ») des statuts qui sera désormais libellé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- l'étude et/ou l'exécution de tous travaux publics ou privés, de génie civil, la construction de bâtiments, la conception, la réalisation et/ou la vente d'usines ou d'équipements industriels ;
- l'exploitation et l'entretien de tous services aux collectivités publiques et organismes privés, sous quelque forme que ce soit (notamment la concession, l'affermage, la régie, la gérance et l'assistance technique) ;
- la conception et la réalisation de tous travaux et services relatifs au retrait, à la démolition, à la déconstruction, au démantèlement, au désamiantage de sites industriels et au traitement des déchets en résultant, des produits dangereux du B.T.P., et des pollutions y afférentes ; les pré-traitements, le tri, le conditionnement, le transport et l'élimination des déchets en résultant ;
- l'achat, la vente ou l'échange de tous produits, matériaux et matériels de travaux publics ou privés, de génie civil, de bâtiment et d'équipements collectifs, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat ; le cas échéant, leur conditionnement ou leur fabrication ; et, accessoirement, la vente de tout bien d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machine et outillages, ainsi que de tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens ;
- l'acquisition, la prise à bail, la location, avec ou sans promesse de vente, la construction, et l'exploitation de toutes usines, ateliers, bureaux et locaux ;
- et généralement toutes prestations matérielles ou intellectuelles et toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières (y compris la prise de participation ou la constitution de sociétés), se rattachant directement ou indirectement à l'un quelconque des objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.